

Monsieur le Préfet de la Région  
Provence Alpes Cote d'Azur  
A l'attention de la DREAL/SBEP  
16 rue Zattara  
13331 MARSEILLE CEDEX 3

A l'attention de :

[sylvaine.ize@developpement-durable.gouv.fr](mailto:sylvaine.ize@developpement-durable.gouv.fr)

[srcpaca@developpement-durable.gouv.fr](mailto:srcpaca@developpement-durable.gouv.fr)

N/réf : 2023D/145-VG/EGA/EM

Objet : Consultation sur le projet de Schéma Régional des Carrières - PACA

Monsieur le Préfet,

Le Parc naturel régional des Préalpes d'Azur est consulté dans le cadre de l'élaboration du Schéma Régional des Carrières.

A cet effet, vous trouverez ci-joint :

- la note d'analyse qui a permis les échanges dans le cadre de la « Commission Avis/cadre de vie » du Parc naturel régional ;
- Les avis antérieurs formulés collectivement par le Réseau des Parcs naturels régionaux de la Région Sud dont les observations restent valables.

Au regard des délais impartis et du plan de charge, il ne nous a pas été possible de vérifier comment les points d'attention discutés en séance peuvent trouver place dans le document. Aussi, le présent avis ne formule pas d'opposition au projet de Schéma Régional des Carrières mais souligne les points suivants :

- **En matière d'EVITEMENT**, le parc naturel régional des Préalpes d'Azur :
  - o note que les marges de manœuvre en terme de réemploi des matériaux doivent permettre à l'espace azuréen de retarder significativement l'ouverture de nouvelles carrières,
  - o souhaite s'assurer que les zones de sauvegarde de la ressource en cours de définition par le SMIAGE06, sur le système karstique du massif du Cheiron et alentours pourront bien être prises en compte même si elles sont arbitrées ultérieurement au Schéma Régional des Carrières,
  - o souhaite que la question de l'accès aux ressources en terme de capacités de frêt des voiries soit analysée très en amont des projets et fassent partie des attendus des études préalables.

.../...

- **En matière de REDUCTION DES IMPACTS**, si un projet devait être envisagé sur le territoire d'un Parc :
  - Nombreuses mesures proposées dans le projet de Schéma Régional vont dans le sens de la recherche de l'équilibre entre préservation et développement
  - Il convient d'exiger une simulation des co-visibilités à 360° et à plusieurs distances (y compris depuis des points de vue majeurs à l'extérieur du Parc)
  - Le Parc naturel régional souhaite qu'il soit clairement rappelé que bien que les territoires de Parc soient classés dans enjeu modéré, les Chartes et leur Plan de Parc délimitent en leur sein des zones qui ont été validées par l'Etat et les collectivités comme porteuses d'enjeux particulièrement importants. Aussi, tout projet devrait démarrer par un échange au sein de la gouvernance du Parc pour un porter à connaissance concerté (au cas par cas), et pour calibrer les modalités d'expression pertinentes des acteurs et publics concernés.
  
- **En matière de COMPENSATION DES IMPACTS :**
  - le Schéma Régional des Carrières pourrait proposer que pour les projets envisagés sur le territoire d'un Parc, les instances de dialogue du Parc, en lien avec les représentants de l'Etat, soient le lieu pour arbitrer :
    - le niveau d'ambition en matière de compensation,
    - le meilleur projet de remise en état (agriculture, réservoir de biodiversité, transition énergétique... )
  - Face à la destruction d'espaces majoritairement boisés pour mettre en service une carrière, la compensation forestière est exclusivement orientée vers les investissements en forêt. A l'heure où il s'agit d'accompagner la gestion forestière pour son adaptation au changement climatique, il serait pertinent que ces compensations puissent financer également du conseil de gestion, de l'animation pour des groupements de propriétaires. Ce point d'attention n'est pas spécifique aux carrières mais nous le rappelons chaque fois que possible.

Enfin, la note désigne en sa page 2 des informations à mettre à jour à date de validation du Schéma Régional des Carrières, concernant le nombre de communes et la surface du Parc.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président  
Maire de Gourdon,



Eric MELE

P.J. :

- analyse technique et points discutés en commission
- Avis antérieurs formulés par le Réseau des Parcs de la Région Sud

# ANALYSE DU DOSSIER RELATIF AU PROJET DE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES - PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Consultation administrative R515-3 Code de l'Environnement - Mars 2023

13 pages

## Table des matières

I.	Préambule et cadre général .....	2
A.	Démarches et échéances.....	2
B.	Présentation du schéma régional des carrières .....	2
	Vocation de ce document : .....	2
	Rappels de la hiérarchie des normes : .....	2
II.	Points rédactionnels à vérifier corriger .....	3
	P176 du rapport environnemental , anciens sites.....	3
	Carrières plus récentes : .....	3
III.	Quelques relevés utiles pour l'analyse à partir des documents.....	4
A.	Prospective .....	4
B.	Au sujet des PNR : .....	4
C.	Concernant les besoins en matériau et le réemploi : .....	4
D.	Concernant les gisements .....	5
E.	Prise en compte des enjeux des déchets, de la qualité de l'air, de l'eau, des poussières .....	8
F.	Concernant les impacts .....	10
G.	Concernant les mesures : (Volume 2 ; p36 -40) .....	10
	Mesures en lien avec biodiversité et la ressource en eau (30 à 34 ; 38 à 43 puis 50 et 51). .....	10
	Prise en compte des chartes des Parcs naturels régionaux .....	10
	Cadre de vie .....	11
	Paysage et patrimoines .....	11
H.	Incidences au titre de Natura 2000 (p211, rapp envt) .....	11
IV.	Analyse .....	12
A.	Extraits de la Charte du Parc en lien avec les enjeux du site d'étude .....	12
B.	Echanges en commission avis cadre de vie le 10 mars 2023 .....	12

## I. Préambule et cadre général

### A. Démarches et échéances

Cet avis sur le projet de Schéma régional des carrières est demandé au Parc naturel régional des Préalpes d'Azur dans le cadre des consultations administratives (code de l'environnement art. R515-3) par la DREAL PACA.

L'absence de réponse du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc dans le délai de deux mois à compter de la saisine vaudrait avis favorable.

Rappel : l phases de consultation (code de l'environnement avant approbation) :

- concertation préalable (articles L121-15 et suivants du code de l'environnement), menée du 21 mars au 21 avril 2022,
- saisine des EPCI concernés, qui peuvent consulter les communes d'implantation des carrières (délai de 2 mois, porté à 3 mois en cas de transmission aux communes), menée du 24 février au 24 mai 2022,  
*La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis nous a partagé l'avis formulé dans ce cadre*
- puis consultations réglementaires prévues par l'article L515-3 du code de l'environnement, pour une durée de 2 mois, *[Etape en cours]*
- en parallèle, saisine de l'AE (CGEDD), pour une durée de 2 mois,
- puis procédure de participation du public avec mise à disposition du projet de SRC pendant 30 jours (article L122-8 du code de l'environnement).
- 

Le processus d'élaboration de ce dossier a permis aux PNR de contribuer aux échanges au fur et à mesure de sa conception.

### B. Présentation du schéma régional des carrières

#### Vocation de ce document :

Le SRC a la volonté de préserver la ressource géologique et de planifier (résumé SRC p3)

Le SRC ... « ne définit pas de manière précise des sites de carrières à exploiter ou des quantités de matériaux à en extraire. Cette précision relève d'une réflexion de territoire, qui devra répondre, dans un rapport de compatibilité, au contenu du SRC. »

#### Rappels de la hiérarchie des normes :

1. Code de l'environnement, l'article L515-3: le Schéma régional des carrières doit « prendre en compte » le Schéma Régional de Cohérence Ecologique et préciser **les mesures permettant d'éviter, de réduire, le cas échéant de compenser les atteintes aux continuités écologiques** que sa mise en œuvre est susceptible d'entraîner,
2. Le Schéma régional des carrières doit « prendre en compte » le SRADDET,

3. Les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et, en leur absence, les plans locaux d'urbanisme (PLU), les documents en tenant lieu et les cartes communales doivent être compatibles avec les Schémas régionaux des carrières dans les conditions fixées aux articles L131-1 (12°) et L131-6 du code de l'urbanisme » (s'applique aux documents dont la révision est engagée à compter du 1er avril 2021).
4. Au titre du Code de l'Urbanisme, l'Article L133-1 confirme la règle de compatibilité des SCOT avec **les chartes des Parcs naturels régionaux** et avec les Schémas régionaux des carrières prévus à l'article précité du Code de l'environnement, L515-3. L'article L133-3 définit pour sa part, les conditions et délais de mise en compatibilité : les SCOT mettent en place l'ensemble des moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs du SRC (...) au plus tard dans les **3 ans** qui suivent leur élaboration, leur révision, leur maintien ou leur mise en compatibilité. Il est rappelé que les SCOT doivent être compatibles avec la charte d'un Parc naturel régional et les dispositions pertinentes de la charte doivent être transposées dans le SCOT. Les SCOT doivent être compatibles avec le Schéma régional des carrières, lui-même devant prendre en compte le SRCE et le SRADDET.

## II. Points rédactionnels à vérifier corriger

Les PNR de la Région sont cités p54-55, et indiqués sur la carte.

Le PNR des Préalpes d'Azur est décrit : " classé en mars 2012, d'une superficie de 88 940 ha, s'étend entre 300 et 1 800 m d'altitude, sur 45 communes, recouvrant des paysages diversifiés, en raison de la double influence climatique méditerranéenne et montagnarde : rocaïles et landes arides, vallées, gorges et cluses, espaces forestiers et plaines cultivées ou pâturées."

➤ **Il convient d'actualiser avec le Parc aujourd'hui : 48 communes et 90 000 ha**

Carrières connues sur le territoire des Préalpes d'Azur (extrait du dossier

P176 du rapport environnemental, anciens sites

- Carrière de plâtre (1826-1935) et mine de lignite (1865) au Bar-sur-Loup,
- Carrière (1811-1900) et mine de lignite (1942 pour Vescagne) à Coursegoules,
- Carrière (1871) à Roquestéron-Grasse,
- Carrière (1948-1949) et mines de Charbon (1873-1907) à Saint-Vallier-de-Thiey,
- Mine de houille à Escagnolles (1875-1876),
- Mine de houille à Briançonnet (1873-1876),

Carrières plus récentes :

- CONSEGUEDES / calcaire blocs / Granulats / 1998-2006
- PIERREFEU / alluvions / Granulats / 1988-2003
- BAR/LOUP / calcaire / Granulats / 1988-2018 + GOURDON / calcaire / Granulats / 1985-2015 >> **un arrêté unique – la SEC > renouvellement acté, en activité (durée à vérifier)**
- GILETTE / alluvions / granulats / 2004-2011

➤ **Merci de veiller à une liste actualisée des sites d'exploitation en cours d'activité, nous n'avons pas vérifié mais notons que c'est incomplet pour Gourdon/Bar sur Loup**

### III. Quelques relevés utiles pour l'analyse à partir des documents

Le territoire du PNR est concerné par les éléments suivants du SRC :

#### A. Prospective

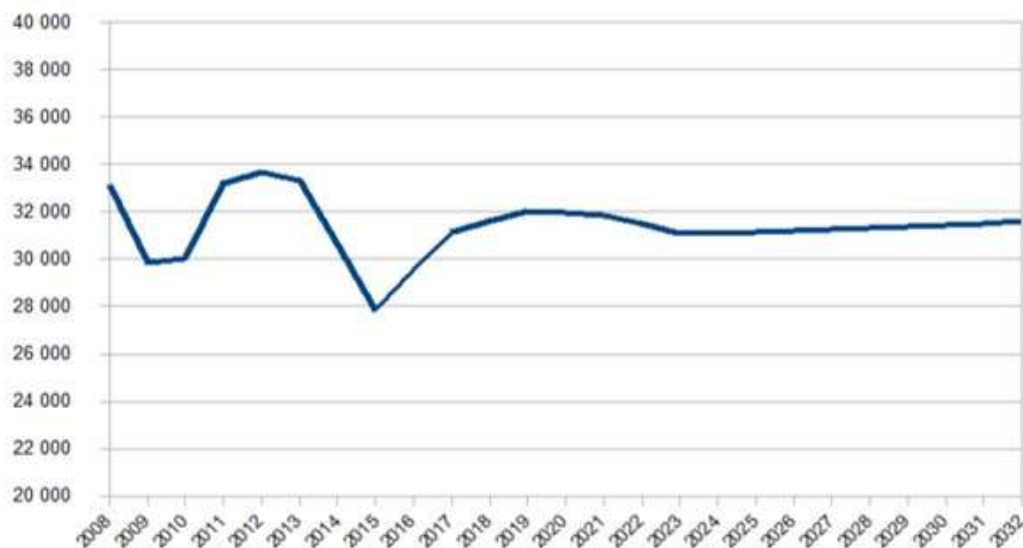
- 6 orientations pour le SRC, dont une orientation transversale : (p14 du résumé)
  - orientation transversale : mettre en place un observatoire des matériaux et développer la formation,
  - intégrer l'approvisionnement en matériaux dans la planification du territoire,
  - économiser la ressource et développer le recyclage,
  - optimiser les transports et limiter les émissions de GES,
  - préserver les enjeux du territoire,

#### B. Au sujet des PNR :

- PNR (p365 du rapport), les zonages environnementaux à enjeux sont pris en compte : continuités écologiques ou trames vertes et bleues, compatibilité avec les chartes des Parcs naturels régionaux (PNR) et leurs zones de sensibilité, prise en compte des zones de sauvegarde du SDAGE et des périmètres de protection des captages, prise en compte des zones agricoles.
- A propos des Parcs : « ces zones sont associées à des orientations visant à favoriser une intégration environnementale optimale des projets, voire à déterminer des espaces n'ayant pas vocation à recevoir certains types de projets ».

#### C. Concernant les besoins en matériau et le réemploi :

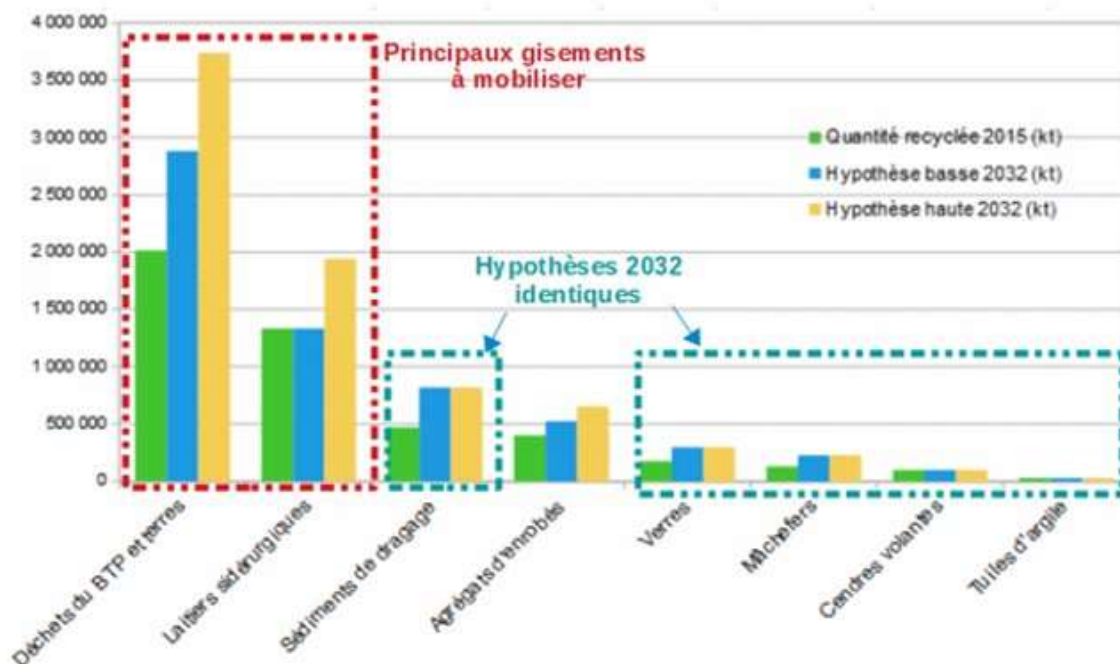
P58 (vol 1) « Le besoin global régional en matériaux de construction » :



*Estimation du besoin en matériaux de construction à l'horizon 2032, en milliers de tonnes (source: CERC)*



P10 du  
Résumé  
du SRC :





*Hypothèses de recyclage sur les différents gisements de ressources secondaires*

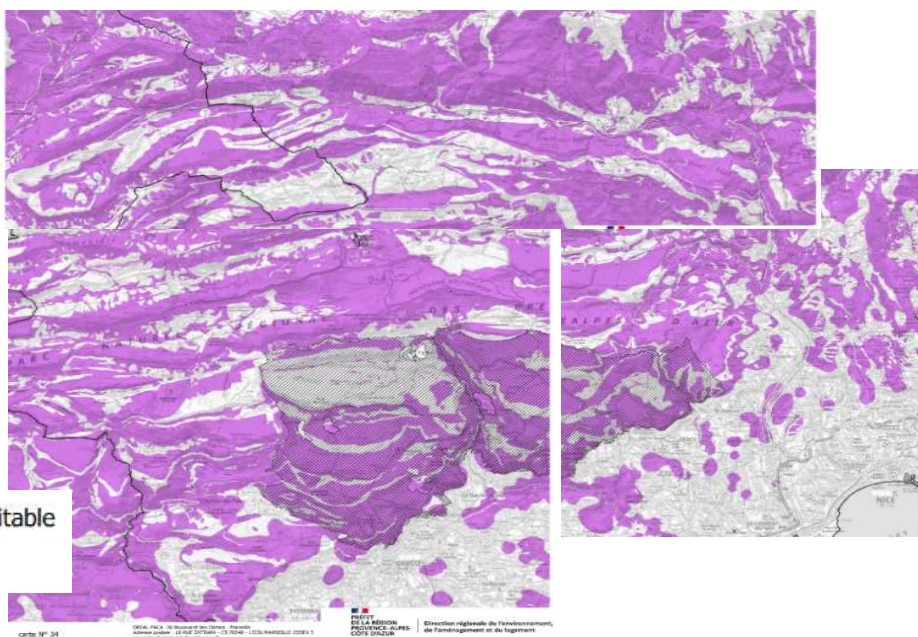
P96 (vol 1) : « Les hypothèses sur le recyclage ont permis d'évaluer un besoin final en ressource primaire, en considérant l'usage des ressources secondaires disponibles comme prioritaire sur celui des ressources primaires. »

## D. Concernant les gisements

Une majeure partie du territoire du Parc des Préalpes d'azur est concerné par des Gisements Potentiels d'Exploitation (GPE) :

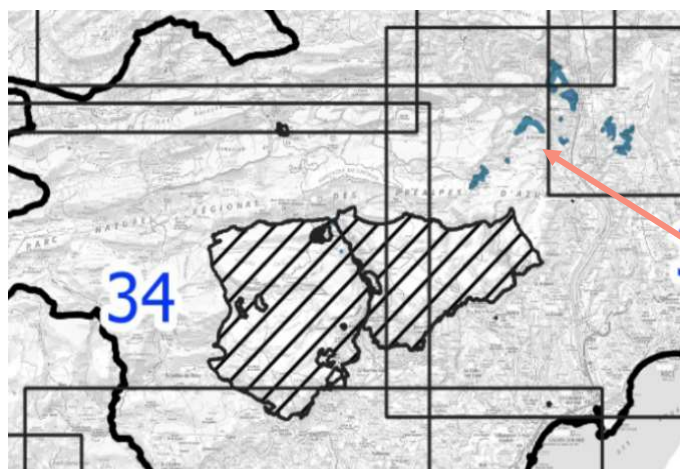
[https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/atlasgpe\\_carte32a45.pdf](https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/atlasgpe_carte32a45.pdf)

 Gisement potentiellement exploitable  
 Site classé



Rappels :

Gisement d'intérêt national (GIN) p113 vol1

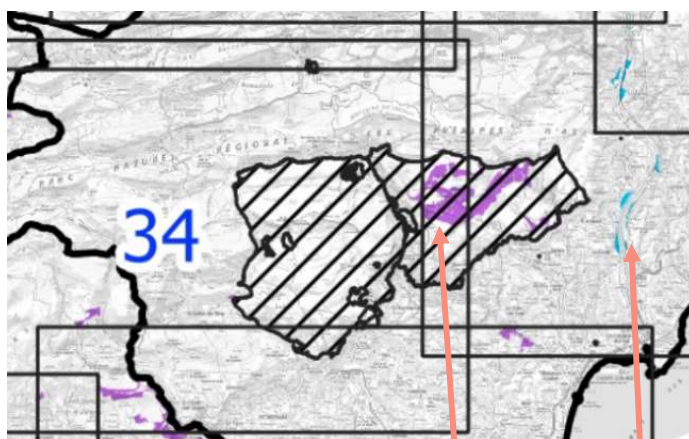


- Gypse
- Sables ocreux (Crétacé inférieur)
- Dolomies
- Calcaires industriels
- Calcaires bioclastiques (Faciès urgonien Craie d'Orgon)
- Calcaires bioclastiques sous couverture (Faciès urgonien Craie d'Orgon)
- Argiles (Eocène - Oligocène)
- Sables siliceux de l'Albo-Cénomanien sous couverture
- Sables siliceux de l'Albo-Cénomanien
- Site classé

Gisements d'intérêt National identifiés  
autour de Bouyon :

[https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ta\\_gin-2.pdf](https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ta_gin-2.pdf)

Gisement d'intérêt régional (GIR) p114 vol1



- GIR
- Alluvions pour couche de roulement
- calcaire pour ciment
- Porphyre
- ROC
- Production de Ballast
- Site classé

Gisements d'intérêt régional identifiés : [https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ta\\_gin-2.pdf](https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ta_gin-2.pdf)

- Carros et le Broc pour les alluvions (plaine du Var a priori hors Parc)
- Site classé des Baous pour des blocs (ROC)



Il est rappelé dans le Vol1, p49 que les Alpes Maritimes sont déficitaires au niveau de tous les types de roche (import de 535 kt, export de 160kt). Et P47 des annexes :

### • Système azuréen

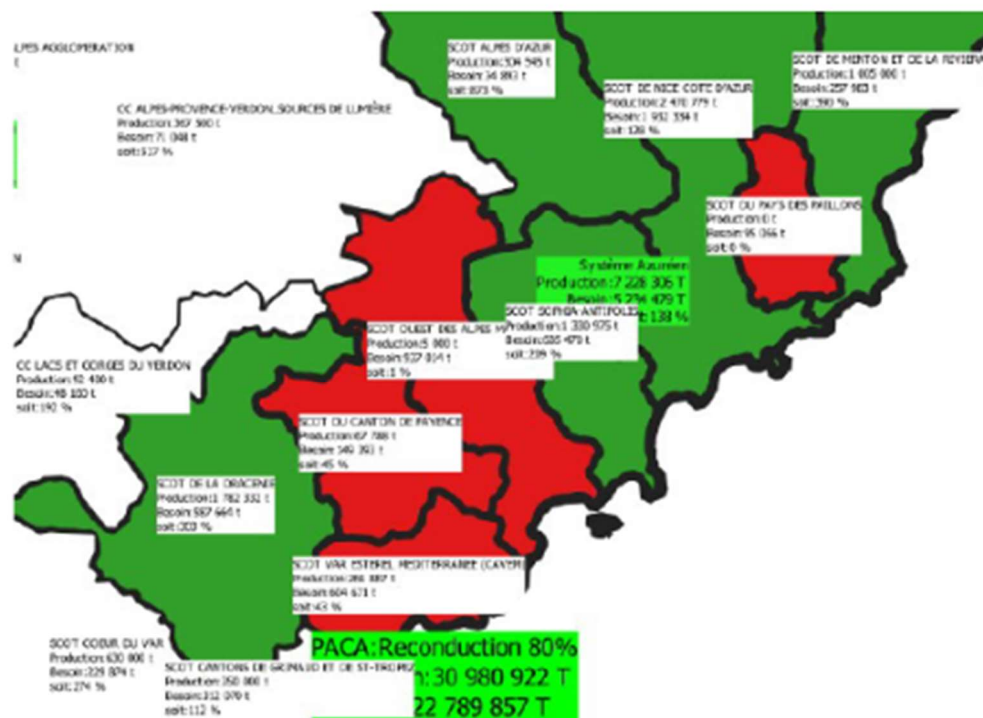
Le système azuréen est excédentaire, de 2017 à 2032, quel que soit le taux de renouvellement, témoignant d'une marge importante de production à cette échelle.

En 2017, plusieurs territoires sont excédentaires sur ce système: le SCOT de la Dracénie, de Sophia-Antipolis, le PLUM de Nice Côte d'Azur, le SCOT de Menton et de la Riviera et le SCOT Alpes d'Azur.

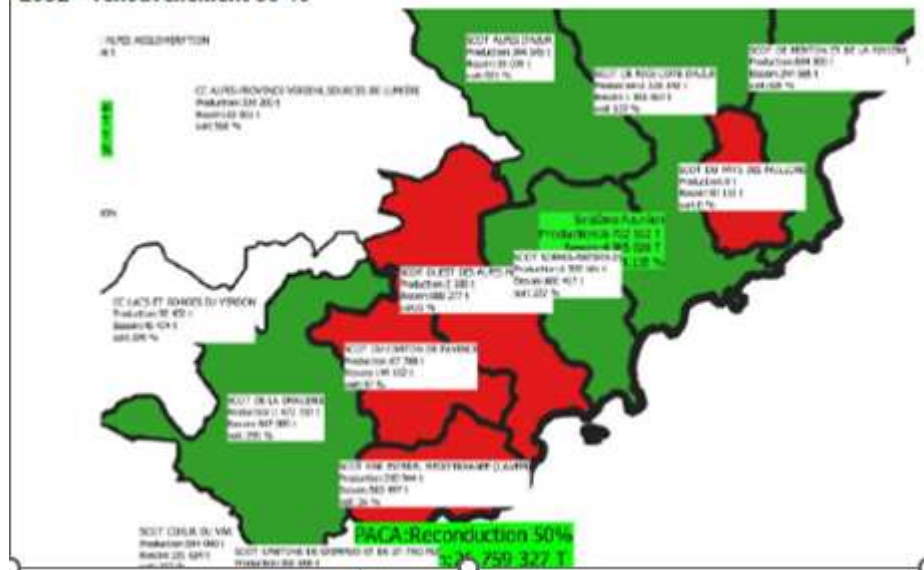
Les autres territoires, soit les SCOT Var Estérel Méditerranée, du Pays de Fayence, Ouest des Alpes-Maritimes et Pays des Paillons, sont déficitaires.

La modélisation des situations à 2032 donne les mêmes résultats, quels que soient les taux de renouvellement des carrières (80 %/ 50%).

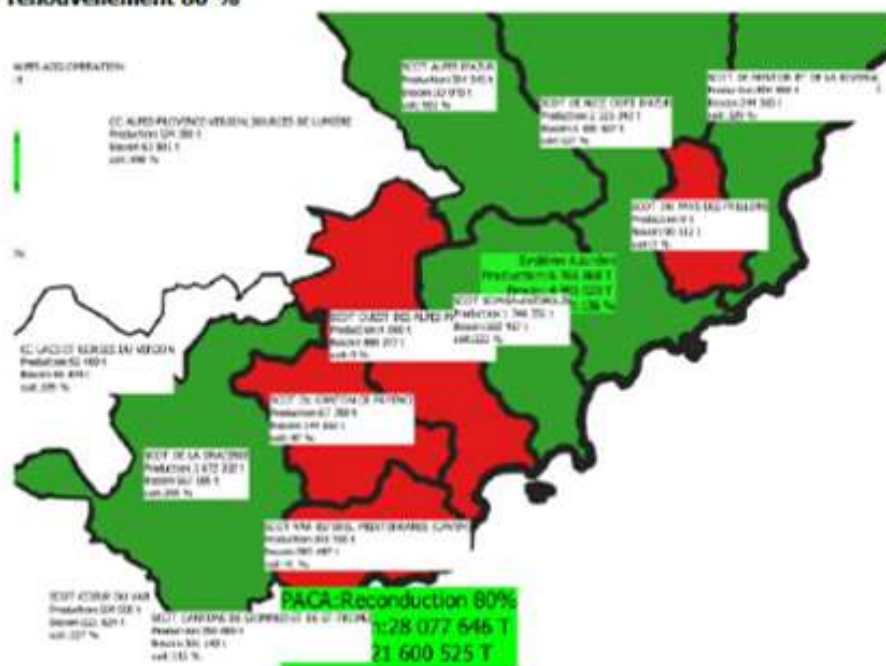
### 2017



### 2032 – renouvellement 50 %



2032 – renouvellement 80 %



## E. Prise en compte des enjeux des déchets, de la qualité de l'air, de l'eau, des poussières

P117-118 du Rapport environnemental :

### 2.2.5 Les enjeux énergie et émissions de GES, qualité de l'air, nuisances sonores

Thématiques concernées	Enjeux identifiés	Priorité	Score
Ressources Energie	Rapprocher les sites d'exploitation et les bassins de consommation	3	33
Émissions de Gaz à Effet de Serre	Développer des alternatives crédibles et rentables aux transports de granulats par camions.	3	24
Pollution de l'Air	Favoriser des pratiques peu émettrices de poussières et de polluants atmosphériques	3	35
Nuisances sonores	Favoriser des pratiques peu génératrices de nuisances sonores, notamment en réduisant le trafic routier à proximité des sites d'extraction	2	26

### 2.2.6 Les enjeux relatifs aux déchets

Thématiques concernées	Enjeux identifiés	Priorité	Score
Gestion des déchets	Favoriser l'utilisation des ressources de substitution, le recyclage des granulats, et notamment des déchets issus du BTP	2	30
	Identifier et développer les filières pour les déchets issus de l'activité carrière	2	8

P173 du rapport environnemental :

<b>Fonctionnalités écologiques</b>	Éviter les implantations de carrières dans les secteurs de fonctionnalité écologique reconnus	4	39
<b>Paysages &amp; Patrimoine</b>	Éviter les implantations de carrières dans les secteurs à enjeux paysagers reconnus	3	30
	Prendre en compte les enjeux paysagers (notamment la covisibilité) dans tous projets de création ou d'extension de carrières	3	20
	Préserver le patrimoine archéologique et valoriser les matériaux des carrières régionales pour la restauration du patrimoine bâti	2	2
	Préserver le patrimoine géologique régional	3	39

Ces enjeux ont été pris en compte par le SRC à différents niveaux :

P172 :

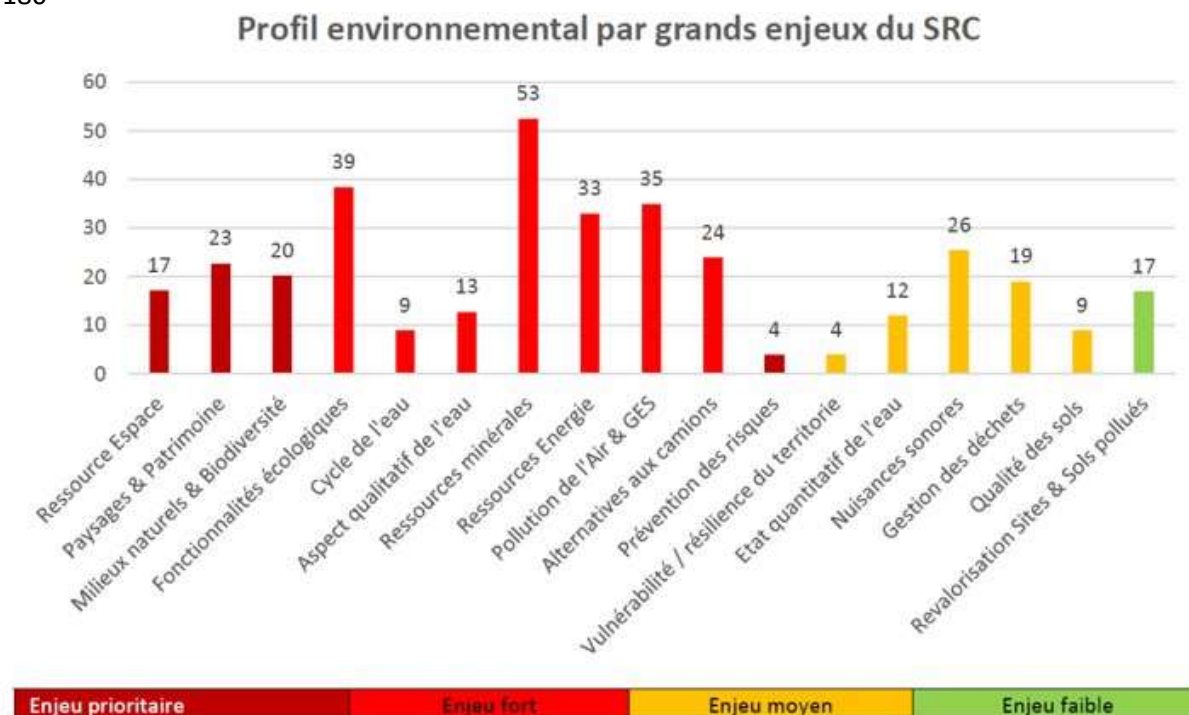
Secteurs à enjeux de l'eau identifiés par le SRC	Règle
<b>Enjeux rédhibitoires</b>	
Lits mineurs des cours d'eau (arrêté ministériel du 22 septembre 1994) et réservoirs biologiques (SDAGE)	Interdiction (Mesure 6), renouvellement possible d'exploitations existantes (Mesure 29)
Espaces de mobilité des cours d'eau (arrêté ministériel du 22 septembre 1994)	
Lits moyens des cours d'eau domaniaux	
Zones de protection immédiate des captages	Interdiction (Mesure 6 et 34)
<b>Enjeux forts</b>	
Zones de sauvegarde de la ressource en eau	Ouverture possible, dernier recours (mesure 29), à éviter mesure 33
Zones humides	Ouverture possible, en dernier recours (mesure 29)
Espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques (disposition 6A du SDAGE)	
Boisements rivulaires ou de ripisylves	
Zones de protection rapprochée des captages, selon le contenu de l'arrêté préfectoral	
<b>Enjeux modérés</b>	
Aquifères stratégiques du SDAGE	Ouverture possible, à défaut (mesure 29)
Zones de protection éloignée des captages, selon le contenu de l'arrêté préfectoral	
Lits majeurs	

Légende : en rouge les enjeux réglementaires strictes et rédhibitoires, en orange les enjeux forts, en vert les enjeux modérés. En fond grisé, les enjeux non cartographiés.

Le SRC a pensé ses mesures afin d'être en compatibilité avec les mesures du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027).



P180



## F. Concernant les impacts

p16 du rapport : 3.4.2 **Les secteurs susceptibles d'être impactés par le renouvellement, l'extension ou la création de carrières...** les espaces agricoles et les espaces naturels sont les plus susceptibles d'être impactés.

## G. Concernant les mesures : (Volume 2 ; p36 -40)

P204 du rapport environnemental, le SRC a identifié plusieurs mesures correspondant à ces principales situations :

### Mesures en lien avec biodiversité et la ressource en eau (30 à 34 ; 38 à 43 puis 50 et 51).

Rappel : « les mesures ERC [sont inscrites] dans l'arrêté d'autorisation »

#### Prise en compte des chartes des Parcs naturels régionaux

- Mesure 31 : Le développement des projets se fait prioritairement en dehors des zones à enjeux environnementaux et paysagers identifiées par les chartes de PNR :  
Les porteurs de projets sont invités à :
  - travailler avec les gestionnaires de PNR concernés par le périmètre de projet, le plus en amont possible,
  - prendre en compte les enjeux environnementaux et paysagers identifiés par la charte du PNR pour le développement de leur projet et ainsi éviter les zones de sensibilité dont la vocation est d'être préservées. A défaut, le porteur de projet devra justifier l'absence d'alternative spatiale et technique.
  - respecter les dispositions de la charte du PNR concernant les carrières. L'étude d'impact analysera la compatibilité du projet de carrière aux orientations de la charte du PNR.

- Mesure n°35 - Eviter les zones agricoles pour le développement des carrières : le SRC préconise d'éviter le développement des carrières dans les espaces agricoles, tout particulièrement ceux à enjeux ou à fort potentiel agricole. Ces derniers ont été cartographiés dans les zonages à enjeux environnementaux lorsque c'était possible ;
- Mesure n°52 – Minimiser les impacts sur les exploitations agricoles ;
- Mesure n°53 – Gérer durablement les forêts sur les sites d'exploitation : aborde l'aspect risque d'incendie et d'érosion.

#### Cadre de vie

- Mesure n° 36 - Préserver le cadre de vie dans la planification des carrières
- Mesure n° 37 - Préserver le cadre de vie dans les projets de carrières

#### Paysage et patrimoines

- Mesure n°4 4 – Réaliser une étude paysagère pour tout projet de carrière

Il est souligné l'exigence de compétences pour tout projet (p45)

### H. Incidences au titre de Natura 2000 (p211, rapp envt)

P212 du rapport environnemental, Natura 2000 et continuités écologiques: « Un nombre important de sites témoigne de la richesse de la biodiversité et des espaces naturels de son territoire, milieux fragiles qu'il convient de préserver... (ce sera réalisé par ) une approche structurée combinant une analyse éco-paysagère (via l'occupation du sol) et une approche fonctionnelle intégrant l'écologie des 94 espèces indicatrices de la TVB en Provence-Alpes-Côte d'Azur ... »

P229 du rapport environnemental : pour le paysage/ « les thématiques environnementales (eau, biodiversité, paysages) sont globalement traitées et font l'objet de mesures mises en œuvre sur les sites d'exploitation. » Il est en outre fait référence à un guide des bonnes pratiques édité par l'UNICEM (P171 Rapport environnemental) : « les enjeux relatifs à la biodiversité, l'eau, l'agriculture et la sylviculture, le cadre de vie et l'acceptabilité sociale des carrières sont abordés à travers la recommandation de bonnes pratiques (intégration de la biodiversité, recyclage de l'eau, économies de l'eau, limitation des poussières et fines), l'adhésion à la Charte de l'UNICEM sur les bonnes pratiques et le respect des chartes de PNR.

(P229)« Les impacts environnementaux de l'activité extractive ont pu être établis : il est souligné que la remise en état et réaménagement seront favorables à des **démarches de valorisation et non de camouflage** des patrimoines industriel, culturel et géologique, liés à l'exploitation des carrières

L'alternative aux dessertes routières est peu développée : Peu de progrès ont été, à ce jour, réalisés, même si des pistes existent sur la mutualisation des plateformes ou le développement du double-flux, en lien avec le développement du recyclage des déchets. Cette thématique est unanimement reconnue comme un enjeu de plus en plus prégnant. »

P234 du rapport environnemental : **les PNR sont des zones à enjeux modérés.**

Il est rappelé p37du vol 2 (orientations) que "les PNR ont notamment la possibilité de définir des zones à enjeux environnementaux vis-à-vis des installations, équipements ou infrastructures (carrière ou autres aménagements)".



P159 du rapport environnemental (hiérarchisation des enjeux environnementaux) : la préservation des enjeux du territoire seront planifiés (mesures 31 + 32) en prenant en compte les chartes des PNR et après consultation de ceux-ci.

## IV. Analyse

L'analyse du Schéma régional des carrières, qui consacre 2 mesures aux Parcs naturels régionaux de façon générale, se fait au travers du filtre du contenu de la charte du PNR des Préalpes d'Azur, et de certains articles plus spécifiques :

### A. Extraits de la Charte du Parc en lien avec les enjeux du site d'étude

Article 8 – Gérer les 6 bassins versants et les milieux aquatiques des Préalpes d'Azur

Article 10 – Développer une économie endogène pour une meilleure répartition territoriale de l'emploi et des services

En l'espèce :

- *La phase d'exploitation génère de l'emploi*
- *il conviendrait que la qualité des réhabilitations au sein d'un Parc naturel régional prenne en compte les priorités de la Charte en matière de préservation et développement (> vocation agricole, naturelle, énergies renouvelables) en lien avec les communautés locales ; faire valoir des services rendus par le site réhabilité.*

Article 12 – Rechercher la sobriété énergétique et valoriser localement les énergies renouvelables compatibles avec les enjeux patrimoniaux

Article 14 - Promouvoir des formes urbaines économes en espace favorisant la vie sociale et le dynamisme économique des centre-bourgs

Les « espaces naturels remarquables » n'ont pas vocation à accueillir de nouveaux sites d'extraction conformément à la DTA des Alpes-Maritimes (Cf. Art. 14) ; p115

“Accompagner la limitation des impacts des carrières de Gourdon, Bar-sur- Loup et Gilette, des sites industriels de son territoire ainsi que la requalification des carrières en fin d'exploitation. “

Article 19 – Garantir une protection des paysages emblématiques et une gestion maîtrisée des paysages

### B. Echanges en commission avis cadre de vie le 10 mars 2023

Une carrière est liée à l'existence d'un gisement pour des besoins donnés. L'activité des carrières suit une courbe constante en termes de production, sans forte augmentation. L'usage croissant du réemploi contribue à cette tendance.

Le territoire du Parc est concerné par les enjeux mentionnés dans le SRC : la ressource en eau, la protection du paysage, les continuités écologiques, la réhabilitation des sites selon les besoins locaux, et le réemploi des matériaux.

Sur le territoire du PNR, la contrainte est forte mais pas rédhibitoire exceptée en site classé (P232 rapp envt).

Il est proposé de réfléchir aux souhaits du territoire au regard du principe Eviter Réduire Compenser.

Les échanges ont porté sur

**EVITER** l'ouverture d'autres exploitations : le système azuréen a une production excédentaire. Par le réemploi, l'exploitation existante est maintenue et prolongée dans la durée, ainsi toute nouvelle ouverture ne sera pas nécessaire au regard des besoins constants (voir ci-dessus).

- ➔ Il faut également s'interroger sur la capacité des routes à accueillir le trafic lié à l'exploitation des carrières.
- ➔ Au sujet de la ressource en eau, des études sont actuellement en cours par le SMIAGE concernant les ressources stratégiques. Si une zone de sauvegarde venait à être créée suite à ces études, est-ce que cette zone deviendra un enjeu rédhibitoire ?

## REDUIRE

- Si un nouveau gisement doit être exploité, et d'autant plus en site classé il conviendrait que le porteur de projet démontre que le réemploi ne présente plus de marge de progression.
- La co-visibilité devrait être prise en compte à une échelle large : le paysage de carrières en exploitation vues depuis l'extérieur du territoire doit être évité dans un cône de vue à 360 et y compris depuis les points de vue majeurs extérieurs au territoire (ex : Iles de Lérins/Mougins, Villages perchés rive gauche du Var, Pays de Fayence)°.

**COMPENSER** Si pour l'exploitation/agrandissement de certaines carrières, il y a de la compensation forestière, demander à ce que cette compensation permette de l'animation auprès des propriétaires forestiers et pas uniquement le réinvestissement dans des plantations.

Si le schéma demande aux porteurs de projets de se rapprocher du Parc naturel régional concerné le cas échéant il est souhaité que, en tant que partenaire engagé dans les Chartes de Parc, l'Etat s'engage dans le SRC à

- Consulter /associer le Parc en amont des tous premiers échanges et porters à connaissance relevant de sa compétence
- S'appuyer sur la gouvernance mise en place pour la mise en œuvre et le suivi de la Charte comme instance de dialogue territorial aux phases clefs des projets pour optimiser le débat public.

# PARCS NATURELS RÉGIONAUX de Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Monsieur Pierre DARTOUT**

Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud

Préfet des Bouches du Rhône

Préfecture des Bouches du Rhône

Place Félix Baret

CS 80001

13282 MARSEILLE CEDEX 06

Saint Rémy de Provence, le 12 mars 2020

Objet : Schéma Régional des Carrières

N/réf. : JM/CPS/2019-06-R

Monsieur le Préfet,

Nous souhaitons par la présente vous adresser la contribution des Parcs naturels régionaux de Provence Alpes Côte d'Azur à l'élaboration du Schéma Régional des Carrières.

Comme indiqué lors du dernier comité de pilotage du Schéma Régional des Carrières du 24 Septembre 2019, les Parcs naturels régionaux sont conscients de l'importance des carrières pour le développement économique et l'aménagement du territoire régional. Ils reconnaissent par ailleurs les bonnes pratiques environnementales mises en place par l'industrie et saluent les avancées en la matière. Ils renouvellent à l'occasion de ce courrier leur engagement à participer étroitement à l'élaboration du Schéma Régional des Carrières au travers notamment de leur présence active dans le Comité de Pilotage dont vous assurez la présidence.

Nous souhaitons toutefois rappeler que les territoires de Parcs naturels régionaux sont des territoires remarquables et fragiles, composés d'espaces à enjeux paysagers, naturels et agricoles qu'il est nécessaire de protéger. A ce titre, nous saluons que « *les secteurs de sensibilité des Parcs naturels régionaux définis dans les chartes* » soient considérées comme des zones à sensibilité forte. Il nous semble toutefois important de clarifier le « *dire* » du Schéma Régional des Carrières sur ces zonages afin de s'assurer de leur protection effective dans ce document.

Il nous paraît par ailleurs nécessaire de rappeler l'indispensable cohérence des politiques publiques entre des chartes de Parcs naturels régionaux et les Schémas Régionaux des Carrières, dont l'Etat se doit d'être le garant. Il nous semblerait d'ailleurs primordial de clarifier plus précisément la hiérarchie des normes et le niveau de compatibilité entre les chartes des Parcs naturels régionaux et le Schéma Régional des Carrières.

.../...



# PARCS NATURELS RÉGIONAUX de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à notre contribution que vous trouverez en pièce jointe, nous vous prions, Monsieur le Préfet de Région, d'agréer nos respectueuses salutations.

**Le Président du Réseau des  
Parcs naturels régionaux de  
Provence Alpes Côte d'Azur**



**Le Président du Parc naturel  
régional des Préalpes d'Azur  
Membre du Comité de Pilotage  
du Schéma Régional  
des Carrières**

**Eric MELE**

**Le Président du Parc naturel  
régional de de la Sainte Baume  
Membre du Comité de Pilotage  
du Schéma Régional  
des Carrières**

**Michel GROS**



## **Contribution des Parcs naturels régionaux de Provence Alpes Côte d'Azur sur le Schéma Régional des Carrières**

### **Positionnement général**

- Les PNR saluent que « *les secteurs de sensibilité des PNR définis dans les chartes de PNR* » soient considérées comme des zones à sensibilité forte.
- Il semble toutefois important de clarifier le « *dire* » du SRC sur ces zonages, en l'occurrence de s'assurer
  - Que ces espaces n'ont pas vocation à accueillir de nouvelles carrières. Cela est écrit mais la formulation de « *complexité à faire aboutir* » pourrait questionner
  - Que les renouvellements / extensions devront faire l'objet d'une vigilance renforcée. Il serait sans doute utile de préciser et clarifier ce qui est entendu par vigilance renforcée.
- Les notions de « *complexité à faire aboutir et de vigilance renforcée* » ne semblent pas pouvoir garantir une protection des espaces à enjeux définis dans les chartes de PNR qui n'auraient pas vocation à accueillir des carrières.
- Si le « *dire* » sur *les secteurs de sensibilité environnementale forte* ne permettait pas d'assurer une protection effective *des secteurs de sensibilité des PNR définis dans les chartes*, peut-être serait-il opportun d'étudier la possibilité que les espaces à enjeux des PNR soient dans le « *niveau socle* », au même titre que les cœurs de parcs nationaux.
- L'instruction du Gouvernement du 4 août 2017 (dans son annexe 8) relative à la mise en œuvre des schémas régionaux des carrières place d'ailleurs les chartes de PNR au même niveau que les Parcs nationaux en mentionnant que les SRC doivent être compatibles avec les Chartes de Parcs, régionaux et Nationaux.
- Il paraît important de garantir la cohérence des politiques publiques entre des chartes de PNR, validées par décret du 1<sup>er</sup> ministre, et les Schémas régionaux des Carrières. C'est pourquoi il semblerait utile de clarifier plus précisément la hiérarchie des normes et le niveau de compatibilité entre les chartes des Parcs naturels régionaux et le SRC.

*Le Conseil d'État, dans sa jurisprudence, a rappelé qu'il appartenait à l'État et aux collectivités territoriales ayant adhéré à la charte de veiller à la cohérence de leurs décisions, dans l'exercice de leurs compétences respectives, avec le contenu de cette charte (CE, 8 février 2012, Union des industries de carrières et matériaux de construction de Rhône-Alpes et CE, 25 juin 2014, Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction de Midi Pyrénées et du Languedoc Roussillon).*





## Remarques complémentaires sur la grille de sensibilité :

Il paraîtrait utile et opportun de

- passer les zones de sauvegarde de la ressource en eau de la sensibilité moyenne à forte dans la mesure où aucun risque ne peut être pris avec la ressource en eau qui est et deviendra de plus un enjeu crucial pour notre région.
- De faire référence à la Directive de protection et de mise en valeur des paysages des Alpilles et non « aux éléments » de la Directive dans la mesure où on ne sait pas ce que cela recouvre

## Gisement d'intérêt national et régional

- Les PNR soutiennent la volonté de ne pas pouvoir retenir le critère de la proximité dans la définition des gisements d'intérêt régionaux dans la mesure où cela reviendrait à avoir une couverture trop large des gisements d'intérêts régionaux.
  - Il semble y avoir déjà beaucoup de carrières d'intérêt régional ainsi que des carrières fermées depuis des années. C'est en effet le cas par exemple sur le PNR de la Sainte-Baume avec :
    - La carrière de Basalte à Evenos qui est fermée depuis 2016
    - La carrière de Haldes (matériau d'excavation des mines) à Mazaugues qui est fermée depuis 2014 et aujourd'hui ne serait pas compatible avec la charte du Parc
  - Concernant les gisements d'intérêt national (création, extension, renouvellement d'exploitation), il semble également nécessaire de prendre en compte les enjeux patrimoniaux identifiés dans les Chartes de PNR (biodiversité, paysage, ressource en eau...). Les exploitants doivent aussi considérer les Parcs naturels régionaux comme des interlocuteurs privilégiés en amont de tout projet.



# PARCS NATURELS RÉGIONAUX de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Monsieur Christophe MIRMAND

Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud

Préfet des Bouches du Rhône

Préfecture des Bouches du Rhône

Place Félix Baret

CS 80001

13282 MARSEILLE CEDEX 06

Saint Rémy de Provence, le 14 juin 2021

Objet : Observations des Parcs naturels régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le projet de Schéma Régional des Carrières suite au comité de pilotage du 27 mai 2021

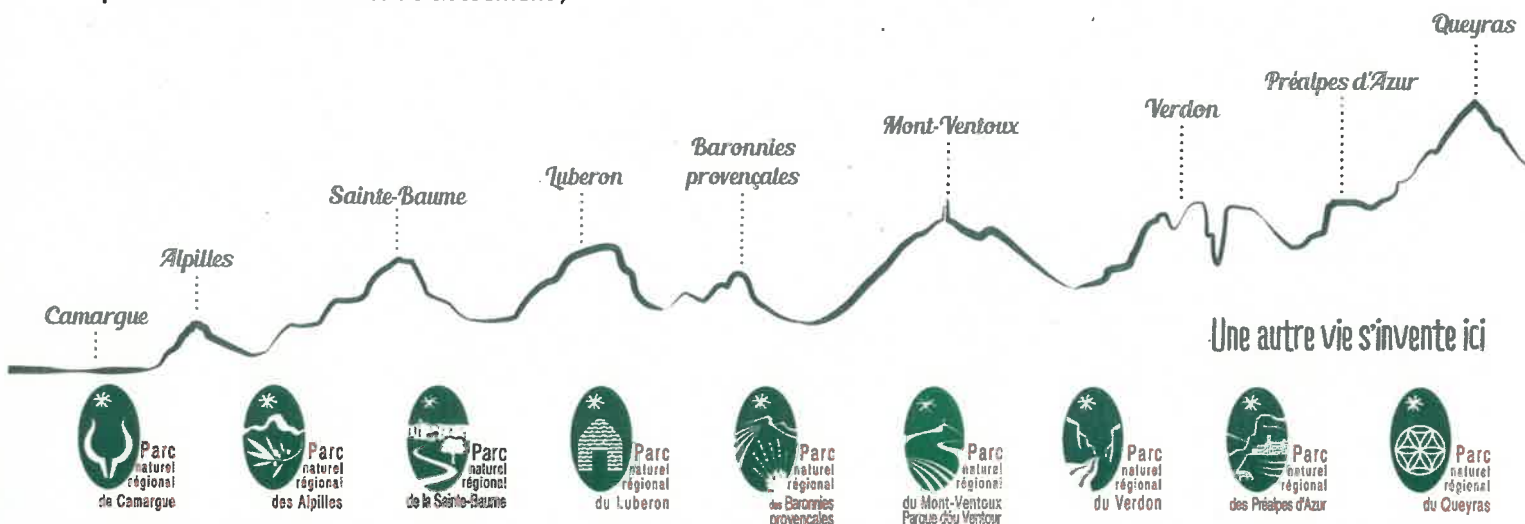
N/réf. : JM/EB/CPS/2021-08-R

Monsieur le Préfet,

Par courrier électronique reçu en date du 11 mai dernier, vous nous avez adressé les documents constitutifs du projet de schéma régional des carrières en prévision du comité de pilotage du 27 mai et nous vous en remercions. Elisabeth GALLIEN, directrice du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur, et Alexandre NOËL, directeur du Parc naturel régional de la Sainte-Baume, représentaient le réseau des Parcs naturels régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Parc de la Sainte-Baume siégeant tous deux au comité de pilotage.

Tel que proposé à l'issue de cette réunion, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-dessous nos observations sur les différentes pièces constitutives du dossier :

La nouvelle formulation adoptée pour les zones de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux réhabilitaires (« réhabilitaire – si le règlement applicable du document d'urbanisme y interdit les projets industriels », « contrainte réglementaire stricte – si l'acte constitutif de classement empêche la réalisation des carrières ») semble permettre l'implantation ou l'extension de carrières dans ces espaces dans le cas où les documents d'urbanisme locaux ou les actes constitutifs de classement ne l'interdisent pas. Or, de par leur ancienneté ou leur simple nature, certains documents d'urbanisme et actes de classement (ex : ZAP, Directive Paysagère des Alpilles, Sites classés...) ne précisent par cette interdiction. **La préservation de ces espaces d'intérêt régionaux doit être garantie malgré l'absence de traduction dans les documents d'urbanisme locaux et de spécification dans les actes de classement ;**



- Le projet de SRC définit les zones de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoire comme « les espaces pour lesquels la réglementation prévoit une interdiction d'extraction de matériaux, soit au niveau national soit au niveau local, ainsi que les espaces d'enjeux rédhibitoires en lien avec la nature du foncier ou des enjeux en présence ». Or, bien que certains Parcs aient explicitement identifié au sein de leur Charte des secteurs n'ayant pas vocation à accueillir la création et/ou l'extension de carrières, les secteurs de sensibilité des PNR ne sont catégorisés qu'en « enjeu fort » (carrières autorisables en dernier recours). Cependant, **il apparaît indispensable que les secteurs de sensibilité des PNR soient considérés comme des zones de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires si la Charte du Parc empêche l'implantation et/ou l'extension de carrières sur ces espaces. Le cas échéant, les secteurs de sensibilité des PNR concernés devront être intégrés aux différentes cartographies à l'instar des autres zones de contrainte réglementaires strictes (cœurs de parc national, cours d'eau...), notamment à la cartographie des GIN/GIR, dans l'objectif de garantir leur préservation ;**

- En dehors des Zones Agricoles Protégées, l'intégralité des zones agricoles, y compris les terres avec projet d'irrigation ou irrigables ainsi que les zones d'appellation AOC/IGP, est catégorisée en « enjeu modéré ». Or, le tome 1 (p.72) rappelle l'importance de préserver les espaces agricoles régionaux, notamment les zones à fort potentiel agronomique, les cultures à hautes valeurs ajoutées et les zones de pâturage. A ce titre, **il semble nécessaire de reconsidérer le classement des espaces agricoles et d'élever leur niveau d'enjeu ;**

- Le projet de SRC définit au sein de la mesure 16 des conditions d'utilisation de déchets inertes ultimes pour les remblaiements de carrières. **Il semblerait opportun de définir la provenance, les caractéristiques et la qualité des matériaux inertes pouvant être utilisés pour les remblaiements** afin de garantir la préservation des eaux souterraines et des sols ;

Le réseau des Parcs naturels régionaux Provence-Alpes-Côte d'Azur reste à votre disposition pour contribuer à la finalisation de ce projet. Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes respectueuses salutations.

**Jean MANGION**  
Président  
Réseau des Parcs naturels régionaux  
de Provence Alpes Côte d'Azur  
Président du Parc naturel régional des Alpilles



**Eric MELE**  
Président du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur  
Président en charge du suivi du dossier « Carrières »  
au sein du Réseau des Parcs naturels régionaux  
de Provence Alpes Côte d'Azur



**Michel GROS**  
Président du Parc naturel régional de la Sainte Baume  
Membre du COPIL SRC3

